

La dernière transcendance

Essai d'eschatologie linguistique

Ugo Gilbert Tremblay

Number 70, Fall 2017

Faudra-t-il toujours lutter pour le français ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86915ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)

2369-2359 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Tremblay, U. (2017). La dernière transcendance : essai d'eschatologie linguistique. *L'Inconvénient*, (70), 41–47.

LA DERNIÈRE TRANSCENDANCE

ESSAI D'ESCHATOLOGIE LINGUISTIQUE

Ugo Gilbert Tremblay

L'établissement de la race française dans ces contrées serait-il une méprise de l'histoire, et le flot qui nous déposa sur les bords du Saint-Laurent n'aurait-il apporté au rivage que d'informes débris, incapables de servir et d'accomplir les desseins du ciel dans une œuvre durable ?

Louis-Adolphe Paquet

Chaque chose, autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être.

Baruch Spinoza

1.

La langue n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais affaire de choix individuels. On ne « décide » pas d'apprendre une langue à la suite d'une délibération *ex nihilo*, pas plus qu'on ne décide de négliger ou d'abandonner celle qu'on parle au sortir d'une méditation « libre et éclairée ». Si l'individu libéral, compris comme pure origine de soi, est sans doute une mystification commode pour fonder abstraitement le droit et la démocratie, il révèle vite son inanité dès lors qu'on cherche à comprendre un phénomène aussi irréductiblement social et politique que la vitalité d'une langue. Il n'y a guère que les langues dominantes qui peuvent maquiller les forces qui les soutiennent en « expressions du désir », telle la production capitaliste qui aime à s'autoriser de la seule hausse de la « demande ». Mais le désir n'a d'égal que le magnétisme qui l'oriente et le champ lexical de la liberté ne prolifère jamais autant que lorsque nous sommes le moins libres. Loin de relever du consentement réfléchi, du décret d'une volonté souveraine sur le mode d'un « oui, je le veux » originaire et sans cesse réitéré, la langue est d'abord affaire d'héritage, de contagions, de contraintes, de mimétisme, d'inertie, de honte, de grégarisme, de fatigue et, surtout, de nombre. La langue relève moins à ce titre de la morale, du jugement et de la condamnation que de la tectonique des plaques. Il faut tâcher de découvrir les logiques souterraines qui commandent ses glissements, ses oscillations, ses béances et, plus tragiquement, il faut se montrer sensible aux signes toujours possibles de son effondrement. Car on aurait tort d'oublier que

ce qu'écrivait Paul Valéry à propos des civilisations vaut tout autant pour les langues : nous devons garder en mémoire que les langues sont mortelles.

2.

Longtemps, dans le Canada français, on a défendu la langue française non pas tant pour elle-même, non comme joyau à chérir en tant que tel, non pour sa prétendue supériorité intrinsèque (comme ce fut le cas en France avec Rivarol), mais comme moyen d'isolement culturel (on a même parlé d'un « ghetto linguistique »), comme dispositif de protection contre les tentacules d'une religion rivale : le protestantisme. Dans la hiérarchie des référents identitaires, la religion catholique trônait très loin au-dessus de la langue française, qui servait surtout à la première d'enclos naturel, telle une cage aux barreaux invisibles qui ne fait pas voir ses privations. C'était « la langue, gardienne de la foi », pour reprendre la célèbre formule d'Henri Bourassa. Citons à cet égard un article d'Étienne Parent paru en 1842 : « Quant à la religion, qu'on ne s'imagine pas que le clergé se prêtera facilement à un changement [l'anglicisation] qui donnerait à l'esprit de prosélytisme des moyens d'action dont il a été privé jusqu'ici, heureusement pour la paix et le bonheur de ses ouailles. » L'anglais ne se trouvait pas en ce temps abhorré pour lui-même ; on le craignait d'abord parce qu'il risquait de colporter auprès du peuple le venin d'un autre rapport à Dieu. La défense de la langue remplissait ainsi surtout une fonction instrumentale, à telle enseigne que l'Église s'est toujours

fermement opposée au développement des compétences linguistiques au-delà du strict minimum, à l'exception bien entendu d'une petite élite qui s'en réservait le monopole ; à la rigueur, si, pour une quelconque raison, on eût jugé nécessaire de changer de langue pour sauver la foi, on l'aurait fait. Comme le souligne Chantal Bouchard dans *La langue et le nombril*, le sort de la langue française s'est trouvé historiquement adossé à un élément jugé plus stable et plus vigoureux de l'identité canadienne-française – l'attachement au catholicisme –, de sorte que s'il y avait une quelconque ferveur liée à la langue (perçue alors par plusieurs comme un vulgaire patois, indigne de fierté), c'était d'abord à proportion de la ferveur de la foi. Il suffisait en quelque sorte d'agiter l'épouvantail du protestantisme pour conférer soudainement à la langue un éclat et une valeur qu'on ne lui reconnaissait pas d'emblée. Or je me demande : n'est-il pas possible que nous gardions, quelque part dans les strates sédimentées de notre mémoire collective, les marques de cette incapacité primitive à valoriser notre langue pour elle-même, et ce, en dépit des immenses progrès accomplis et de tous les efforts déployés jusqu'ici pour la hisser jusqu'à cette dignité ?

En France, le rapport à la langue s'est structuré d'une tout autre manière. C'est la langue elle-même qui s'est trouvée d'emblée divinisée avec la Révolution, lorsqu'elle est venue ni plus ni moins remplacer le roi (et le droit divin qui fondait sa légitimité) comme symbole de l'unité politique de la nation. Quoi qu'on pense rétrospectivement des dérives du jacobinisme (et on peut assurément se réjouir que le Canada n'ait pas été un État jacobin !), celui-ci avait pour but d'homogénéiser le corps sacré du royaume. Au Québec, lorsque la foi, si j'ose dire, a cessé de tenir le gouvernail de la langue, lorsque l'« union mystique » où elles s'entremêlaient s'est décomposée (selon l'expression de Lionel Groulx), c'est l'État, comme chacun sait, qui a dû intervenir pour prémunir la langue contre sa dissolution (« je voulais faire une loi qui répare, qui redresse et qui redonne confiance, fierté et estime de soi à un peuple qui tenait à sa langue, mais qui était devenu résigné et passif », affirma Camille Laurin à propos de la loi 101). Quelques décennies plus tard, on peut se demander si cette protection extérieure et relativement tardive de la langue au Québec, aussi indispensable et salutaire qu'elle ait pu être, a suffi (au-delà de certains cercles au demeurant restreints) pour lui fournir le sacre d'une fondation claire, à même d'ériger autour d'elle des interdits et des tabous durables – le sacré, comme l'écrit Régis Debray, est ce qui « légitime le sacrifice et interdit le sacrilège » – et capables de l'immuniser contre les forces puissantes qui s'ingénient contre elle. On peut se demander si la langue n'a pas toujours en partie flotté au-dessus du peuple, égarée entre les mains d'une élite faiblarde et numériquement assiégée, incapable de lui trouver des ancrages autres que temporaires et périssables.

Que l'on me permette ici de formuler une hypothèse exploratoire : peut-être s'agit-il d'une fausse perception de ma part, mais je m'étonne de constater que les jurons, qui ont longtemps survécu dans notre langue comme les rémanences d'un passé lointain, tendent à s'effacer peu à peu (à un rythme sans doute trop lent pour être tout à fait perceptible)

au profit d'expressions ordurières issues de la langue anglaise (je note, par exemple, qu'à Montréal les adverbes *crissement* ou *câlissement* ont été entièrement supplantés par un *fucking* devenu rituel et ubiquitaire). Or dans cette insuffisance de la langue à générer ses propres blasphèmes – lesquels s'enracinent normalement dans nos ressorts les plus intimes – il faut peut-être voir la confirmation ironique du scénario que redoutait jadis le clergé, à la différence qu'il ne se produit pas sur le terrain de la foi, comme attendu, mais sur celui de la sacralité de substitution lacunaire et inachevée qu'incarne pour nous la langue depuis la Révolution tranquille.

Tout se passe comme si ces expressions étaient une manière de profaner la petite portion de sacralité que la génération précédente était parvenue à y injecter tant bien que mal : c'est le dieu de remplacement de l'élite post-Révolution tranquille qu'assaillent ainsi nos jeunes iconoclastes, sans se formaliser du fait qu'il s'agit d'un dieu si faible, si rabougri, si impuissant qu'il implore déjà leur assistance, ne serait-ce que pour leur offrir le luxe de le piétiner encore longtemps.

3.

Il y a quelque temps, à l'occasion d'une rencontre familiale, j'évoquai à table, sur le ton de la déploration, l'impression que j'avais d'une fragilité croissante du français à Montréal, doublée d'une décomposition interne de la langue par le truchement du français. Ma famille provenant pour l'essentiel du Saguenay-Lac-Saint-Jean, je prononçai mon diagnostic à visière baissée, sans juger opportun de parer mon propos des précautions oratoires d'usage lorsqu'on doute de se trouver en terrain conquis. Je crois même que j'exagérai sciemment la véhémence de ma plainte, espérant par là flatter les inclinations patriotiques ancestrales de mon auditoire. En me livrant à ces lamentations, peut-être cherchai-je aussi, quoique d'une manière confuse, un peu de chaleur et de consolation, le cocon familial se prêtant si facilement aux régressions infantiles, comme si j'avais voulu jouir un instant du réconfort primitif des communautés unanimes – ces « belles totalités » dont parlait Hegel à propos de la Grèce. Quoi qu'il en soit, après avoir levé le ton, après avoir clamé en gesticulant que le-français-était-en-danger-à-Montréal, que si-on-perdait-Montréal-c'était-le-début-de-la-fin, je m'attendais à ce qu'une flamme soudaine s'allume dans les regards qui m'entouraient, ne serait-ce que d'une manière vive et fugace, assez du moins pour me donner l'illusion d'appartenir à un peuple toujours prêt à reprendre le combat pour peu qu'on activât ses cordes sensibles. Hélas, je me trompais. Je me trompais au point que ce n'est même pas la justesse de mon constat qu'on entreprit de mettre en cause – réflexe prévisible, à la rigueur, que j'aurais au moins pu mettre sur le compte d'un refus de reconnaître une réalité trop effrayante –, mais la déception dont je l'auréolais, le mal que j'y voyais. Voilà que je me trouvais, contre toute attente, en terrain hostile, et s'il est vrai que j'avais peut-être exagéré l'ampleur de mon inquiétude linguistique, le simple fait de me trouver ainsi raboué suffit à vider mes hyperboles de l'exagération qui les chargeait.

Mon cousin, tout juste âgé de vingt ans et originaire d'Alma, parlant d'ailleurs un anglais plus qu'approximatif (je

le dis pour éviter qu'on lui prête des velléités de transfuge), interrompit ma harangue et me dit, sans hésiter, sans être ralenti le moins du monde par le doute ou quelque réticence face au jugement d'autrui : « Qu'est-ce que ça fait !? » La belle totalité que j'avais fantasmée implora d'un coup. Le ton d'évidence sur lequel j'avais partagé mes craintes parut lui-même soudainement saugrenu, exorbitant, névrotique. Mon cousin, qui ne souffrait du reste d'aucun trouble de l'attention qui aurait pu expliquer sa difficulté à me suivre, n'éprouvait aucune gêne à ce que le français régresse, ou tout au moins qu'il soit dans un état de précarité alarmante, à ce point qu'il osait me demander des comptes. Ma position devint aussitôt très inconfortable, car il n'exigeait nullement que j'atteste, chiffres à l'appui, de la triste réalité que j'évoquais, mais bien que je lui dévoile, si j'ose dire, le fondement ontologique de la tristesse que cette réalité aurait dû aussi provoquer chez lui. C'était comme si, après le décès de notre grand-père, il m'avait demandé face au cercueil : « Pourquoi faut-il pleurer ? »

Comme il est courant lorsqu'on tente de rendre raison de sentiments ou de perceptions qui ne tirent pas leur source première de raisonnements, je m'en remis aux interactions chimiques de mon cerveau et attendis que celui-ci fasse surgir dans mes pensées les contours de motifs un tant soit peu cohérents. Après quelques millisecondes, je parvins à bredouiller deux ou trois arguments entremêlés, mais ceux-ci avaient le défaut de ne pouvoir toucher que ceux qui en sentaient déjà, intimement, charnellement, la valeur : « N'y vois-tu pas une trahison du projet séculaire d'un Québec français, un affront aux espérances de nos ancêtres, à leur volonté de faire mentir tous les pronostics d'assimilation (dans l'empirement, je crois même que j'évoquai lord Durham et l'Acte d'Union), et puis n'est-ce pas une menace catastrophique pour la pérennité de notre modèle d'intégration, pour le maintien de l'attraction du français déjà affaibli par les jets continus de l'immigration ? »

Trahison, projet séculaire, Québec français, affront, ancêtres, assimilation : je sentis ces mots sortir de ma bouche comme des drapeaux obsolètes agités en vain, comme des petits cris de détresse lancés en direction d'un bateau qui était déjà trop loin, comme autant de clichés usés qui n'avaient de sens qu'à condition que le français lui-même, comme langue, soit pour mon interlocuteur autre chose qu'un simple moyen de communication, qu'un banal outil, par définition interchangeable, de transmission d'informations. Mon cousin étant dépourvu d'un rapport proprement littéraire à la langue, il fallait, pour qu'il puisse percevoir le fond sensible de ce que je disais, qu'il la vive au moins comme le relai intergénérationnel d'une communauté de destin, c'est-à-dire qu'elle soit investie affectivement comme une chose précieuse – sacrée – à défendre, à protéger, à honorer, à la façon d'une part inaliénable de lui-même qu'il avait reçue en héritage et qu'il devait transmettre. Or pour lui – qui, comble de l'ironie, jouait pourtant dans un groupe de musique francophone ! – entendre parler du recul du français à Montréal, c'était comme avoir vent de la baisse des ventes d'une marque de marteau dans une quincaillerie. Tant que des marteaux se

vendaient, l'important n'était-il pas que l'on puisse continuer de cogner des clous ? Pour toute réponse à mes arguments, il ne m'offrit finalement qu'un furtif haussement d'épaules, et je découvris dans son regard non la flamme auprès de laquelle j'étais venu piteusement me réchauffer, mais un désert aride, un terreau affectif exsangue, où les racines de la langue semblaient privées des minéraux essentiels qui lui eussent permis de prospérer.

On pourrait croire, à la lumière de cette brève anecdote, que je me trouvais simplement devant un représentant caricatural du nihilisme, c'est-à-dire devant un jeune homme apathique et partisan sans le savoir de la négation de toute valeur et de l'indifférenciation généralisée de toute chose, un jeune homme, en somme, dont l'âme était rongée par l'abîme et qui, sans le concours actif et la conspiration biologique des cellules qui le composaient, aurait pu se donner la mort sur-le-champ à force de juger n'importe quoi dérisoire. Si cela avait été le cas, quel apaisement j'y aurais trouvé ! J'aurais pu attribuer son insouciance linguistique à la même affection morbide qui reléguait chez lui tout enjeu à l'insignifiance. Hélas, la vérité était tout autre. Non seulement était-il un sympathisant avoué de Québec solidaire (lequel, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est pas connu pour être un poste avancé du nihilisme), mais il m'avait entretenu le même jour, pendant de longues minutes, de l'importance de la biodiversité ! Je me souviens même qu'il se faisait du souci pour une espèce particulière de grenouilles, qui vivait quelque part dans un marais d'Amérique latine et était vouée à disparaître d'ici quelques années « si on ne faisait rien », professa-t-il, avec la mégalomanie d'un missionnaire. Il me mentionna aussi, si j'ai bonne mémoire, une espèce de loup en Norvège, qu'il avait vue passer récemment sur sa page Facebook, et qui semblait elle aussi frappée d'un avenir sans espoir. Ces sombres prédictions l'émuvaient visiblement, et je ne pus m'empêcher de les accueillir moi-même avec un certain chagrin, comme un énième signe de la démesure humaine.

Mais d'où pouvait bien venir le traitement asymétrique qu'il réservait au destin de la langue française en Amérique et à celui d'une espèce de grenouilles dont il n'avait pourtant qu'une connaissance abstraite et lointaine ? Les deux ne devaient-elles pas, au fond, leur existence à des circonstances tout aussi hasardeuses, et leur survie ne dépendait-elle pas à long terme d'un miracle statistique du même ordre ? Du point de vue du soleil, dont on dit qu'il aura fini d'ici quelques milliards d'années de convertir la totalité de son hydrogène en hélium, abandonnant ainsi fatalement notre monde au néant cosmique, le sauvetage des loups de Norvège n'était-il pas aussi frivole que le renforcement de la loi 101 ? Comment expliquer un tel nihilisme à géométrie variable, une forme aussi sélective d'anémie ? Était-ce simplement les langues qui entraient dans une catégorie à part de son système de valeurs et dont la précarité n'appelait chez lui aucun désir particulier de préservation ? Cette hypothèse n'est guère crédible, car il eût suffi que j'évoque un instant le sort des langues autochtones pour qu'en un éclair il se redresse en s'écriant : « Où est-ce que je signe la pétition !? »

Il m'arrive de repenser au visage que fit mon cousin

lorsqu'il voulut savoir « qu'est-ce que ça fait !? » que le français décline à Montréal et que son pouvoir d'attraction fléchisse à un rythme accéléré. Il y a certes mille facteurs qui expliquent la nouvelle crise de légitimité qui afflige le français au Québec : la perte de l'éclat international de la France, sur laquelle on avait si longtemps appuyé la nécessité de maintenir la vitalité de notre propre langue en Amérique (souhaitant par là jouir d'un rayonnement civilisationnel par procuration) ; le déclin de la littérature au profit du triomphe hégémonique des téléseries américaines (le plus inquiétant à cet égard étant que ce phénomène touche des franges grandissantes de l'élite dite cultivée, qui semble avoir trouvé dans ce divertissement l'alibi rêvé de son hédonisme paresseux et qui normalise ainsi, subrepticement, une forme inusitée de diglossie) ; la mondialisation, qui a peu à peu détaché l'anglais de son statut historique de langue ennemie pour l'envelopper du prestige d'une *lingua franca* neutre et déterritorialisée ; l'apparition d'Internet, qui a dissocié comme jamais les espaces de contacts linguistiques des frontières géographiques ; et on pourrait évoquer encore bien d'autres facteurs.

Si tout cela a sans doute concouru au rapport de mon cousin au français, son visage crispé pointait toutefois vers un autre phénomène, plus indiscernable, plus spirituel, oserais-je dire, et dont on peine encore à mesurer les conséquences : le français semblait d'abord pour lui *le stigmaté d'une histoire malheureuse*, le rappel anachronique d'un projet qui avait échoué à réaliser son dessein principal (celui de fournir une maison sécurisée, dont les portes et les fenêtres seraient entièrement sous contrôle, à une langue en exil). Le français renvoyait à la nation, qui elle-même renvoyait à la défaite (ou du moins à l'absence d'une reconnaissance substantielle par le régime fédéral), ce qui, par effet de contamination, semblait faire du français lui-même une langue de l'échec (pénétrant par une nouvelle fissure, le virus de l'infériorité semble ainsi s'immiscer de nouveau dans l'âme canadienne-française, pas moins de cinquante ans après la sortie de sa servitude économique). N'était-ce pas, après tout, la langue que ses parents vaincus lui avaient léguée, à l'instar d'une anomalie héréditaire qui aurait échappé par inadvertance aux tests de dépistage génétique ? J'exagère sans doute, mais sa langue maternelle franchissait néanmoins ses lèvres comme si elle était orpheline de l'élan qui l'avait portée jadis (d'abord comme véhicule ethnique de la foi, ensuite comme fondement civique et transcendant de la nation). C'était du moins ce que son visage crispé me donnait à penser : sa propre langue semblait avoir perdu sa raison d'être, à la façon de ces coutumes archaïques que l'on répète machinalement, mais dont on se sentirait bien en peine d'expliquer la signification d'origine.

4.

Le grand linguiste Claude Hagège, qui s'alarmait dans *Halte à la mort des langues* du fait qu'une langue disparaît tous les quinze jours (vingt-cinq chaque année !), a déjà déclaré, non sans peser ses mots (sachant que le nationalisme a un sens beaucoup plus péjoratif en Europe qu'au Québec), que « ce qui peut sauver les langues, c'est le réveil des nationalismes. [...] Neuf fois sur dix, ajoutait-il, le nationalisme politique

se double d'un nationalisme linguistique ». Même si Hagège regrettrait qu'on ait parfois versé du sang pour distinguer deux dialectes analogues (en particulier lors de la partition de l'Inde et de la création du Pakistan), la « renaissance du sentiment identitaire » demeurait à ses yeux la condition d'une résistance à l'homogénéisation linguistique, idéologique et culturelle sans précédent qui déferle actuellement sur l'humanité.

Un tel constat donne à réfléchir dans le Québec d'aujourd'hui, où le nationalisme connaît un processus de « ringardisation » galopant, et où la question identitaire est à ce point mal vue dans certains milieux qu'elle passe pour le cheval de Troie du racisme, comme la face médiatiquement dicible des angoisses de l'homme blanc. La question mérite toutefois d'être posée : se pourrait-il que les vases communicants de la langue et du nationalisme soient beaucoup plus profonds qu'on ait voulu le croire et que, sans le savoir, au fur et à mesure qu'on délégitime joyeusement la nation, le « nous » majoritaire, les références historiques « exclusives », qu'on raille avec dédain l'insécurité culturelle des Québécois « de souche », c'est aussi toujours un peu de l'orgueil linguistique qu'on érode, un peu du sens de l'honneur nécessaire à toute affirmation qu'on dégrade ? La question ici n'est pas de savoir si les deux peuvent être distingués en pratique : bien sûr, on peut très bien aimer la langue française, souhaiter qu'elle perdure, sans pour autant prêter allégeance au nationalisme. Mais à l'échelle de l'histoire des peuples, des rapports de force qui déterminent l'état concret du monde, à l'échelle des combustibles affectifs souvent peu réfléchis qui alimentent les poussées d'affirmation collectives (où un groupe s'oppose nécessairement à une altérité minoritaire en désaccord), on peut se demander si les deux sont vraiment dissociables. Au regard de la force de pénétration de l'idéologie libérale chez les jeunes générations, la simple idée d'imposer le français au collégial, par exemple, passe au mieux pour un étrange désir de fermeture, au pire pour une divagation à caractère fasciste. Or l'affaiblissement de la richesse lexicale et de la structuration logico-syntaxique découlant d'une anglicisation enthousiaste – phénomènes observables chez quiconque est passé par le cégep ou l'université en anglais sans cultiver en parallèle un rapport soutenu au français – n'en constitue pas moins un drame national, qui laisse songeur quant à la composition future de l'élite francophone, dont l'indigence est déjà peu enviable.

Au Québec, le prodigieux effort de redressement linguistique des années 1960-1990 a puisé dans le même élan vital, dans les mêmes ressources émotionnelles que la montée du nationalisme en général. Est-il raisonnable de croire qu'un nouveau redressement soit envisageable en l'absence du second ? Si cela n'est pas le cas, il y a tout lieu de craindre que la folklorisation progressive du français sur le territoire québécois soit inévitable dans la longue durée, à moins bien sûr d'un sursaut inopiné. La perspective d'une lente désagrégation, à la façon d'un vieux meuble hérité sur lequel on laisserait s'amasser la poussière (en attendant de le remiser une fois pour toutes au sous-sol), paraît d'autant plus vraisemblable que le français n'a plus le vent de l'histoire en sa

faveur : si sa défense robuste pouvait encore passer pour honorable et même vertueuse dans les années 1970, alors que le mouvement nationaliste se parait des costumes consensuels de la décolonisation (encore qu'une personnalité aussi éminente que Charles Taylor y vit la marque d'une « névrose collective » et que d'aucuns n'hésitèrent pas à y voir un succédané du nazisme), la dialectique caustique qui gouverne l'histoire n'a pas manqué depuis de renverser les rôles. Qu'on le veuille ou non, le français est devenu aujourd'hui un combat d'arrière-garde, une lutte authentiquement conservatrice, et nul doute que les qualificatifs peu flatteurs qui circulent à son endroit – misogyne, colonial, transphobe, fermé, trop normé, discriminatoire (récemment entendus à la radio d'État) – feront florès dans les années à venir, ajoutant par le fait même à l'opprobre et au dégoût de ses locuteurs. Il est pour le moins frappant de penser que c'est la pression du bilinguisme que l'on accusait il y a peu de temps d'être discriminatoire envers les francophones (surtout envers les immigrants, qui se trouvent souvent *de facto* contraints au trilinguisme à Montréal). Voilà que c'est maintenant le français qui est jugé discriminatoire en tant que langue. Autres temps, autres mœurs. Comme l'écrivait justement Nietzsche, dans *Par-delà bien et mal* : « Ce qu'une époque considère comme mauvais, c'est généralement un résidu inactuel de ce qui jadis fut trouvé bon, l'atavisme d'un idéal vieilli. »

5.

Lorsqu'il m'arrive d'entendre parler franglais, je ne peux m'empêcher de penser à cette phrase du philosophe Walter Benjamin, que je me permets ici de citer de mémoire : « L'humanité est devenue à ce point étrangère à elle-même qu'elle arrive à vivre sa propre destruction comme une jouissance esthétique de premier ordre. » C'est du moins ce que je me suis dit, il y a quelques jours, au coin de l'avenue Louis-Colin et du boulevard Édouard-Montpetit (jadis ardent défenseur du français qui ne survit plus désormais que dans la toponymie), lorsque j'entendis une jeune étudiante universitaire francophone s'exprimer avec un mélange de naturel et de snobisme navrant qui ne la distinguait de personne : « J'ai essayé de lui parler, mais j'ai senti qu'il n'était vraiment pas *open to discussion*. » L'anglais s'infiltrait dans le français comme l'eau de pluie dans une maison en ruine.

6.

Alors que j'abordai un jour avec mon jeune frère mes conjectures les plus désespérées quant à l'avenir du français en Amérique et que je me permis d'aborder sans pudeur l'hypothèse paranoïaque de sa disparition, mon cadet sagueéen me rappela à l'ordre et établit une distinction dont je ne saurais dire à ce jour si elle témoigne simplement des progrès de l'individualisme ou de l'approfondissement collectif de la haine de soi : « Moi, c'est sûr que, personnellement, ça me ferait chier de devoir me mettre à l'anglais du jour au lendemain, mais c'est juste parce que j'ai honte quand je le parle et qu'en plus j'haïs ça devoir répondre aux clients en anglais à ma *job*, mais mes enfants, eux, ça ne les dérangerait pas puisqu'ils naîtraient dans ce monde-là. » Même si cette dis-

tinction impliquait la possibilité d'une transition linguistique extrêmement rapide – ce qui n'est généralement pas le cas, puisque l'acculturation prend le plus souvent la forme d'une agonie interminable, avec son lot de dissonances identitaires douloureuses dont le Canada offre depuis longtemps, et en plusieurs lieux, le spectacle misérable – il reste qu'elle me donna à méditer. Par cette vision atomistique, désacralisée et purement asociale de la langue, mon frère me fit entrevoir la dimension proprement religieuse, et pour ainsi dire sacrificielle, de l'attachement que je lui portais moi-même.

Tout se passe en effet comme si je me concevais comme le vecteur historique d'une langue particulière – et non de telle ou telle autre – qui avait *besoin* de moi, de mon cerveau, de mes pensées, de ma bouche, pour garantir sa gloire au panthéon des idiomes. Contrairement à mon frère, j'accordais une préséance nette à la survie collective de la langue en regard de ses incarnations individuelles et passagères. De même que, du point de vue de l'espèce, les individus ne sont que les boyaux éphémères nécessaires à son écoulement, les relais successifs de sa perpétuation, c'était comme si la langue instillait en moi la souffrance psychologique de ses pertes, de ses reculs, de ses obstacles, pour mieux s'assurer qu'un vigile anxieux veillât à l'intégrité de son royaume. Le chagrin que je ressentais pour la langue française ressemblait à celui d'une femme découvrant sa stérilité à l'apogée de son désir d'enfant ; il est difficile de savoir alors si c'est *l'espèce qui pleure à travers elle* ou si c'est *elle, comme individu*, qui pleure l'échec de ses projets de vie. Était-ce donc par égoïsme que je souffrais, sachant que tout affaiblissement de ma langue se traduirait inmanquablement par une dévalorisation de ma propre personne (il faut avoir la probité de reconnaître que, pour toute personnalité un tant soit peu littéraire, le recul de la langue engendre une baisse proportionnelle de son influence, de son aura, de son charme, un accroissement équivalent de sa bizarrerie) ? Était-ce par amertume que je pestais, réalisant avec consternation l'erreur existentielle que j'avais commise en consacrant autant de temps et d'énergie à maîtriser une langue dont la faillite était pourtant annoncée dès le départ, ou était-ce plutôt *la langue elle-même*, comme entité collective et transindividuelle si j'ose dire, *qui souffrait à travers moi* et qui me conduisait ainsi à vociférer ?

(En poussant la personnification jusqu'au délire, cela dit, je me demande si ce n'est pas la langue anglaise qui m'insuffle perfidement d'aussi mauvaises pensées, sachant que le moindre relativisme psychologique, en la matière, ne peut au final que profiter à son empire. Je note que le seul fait que mon esprit puisse sécréter de telles hypothèses rappelle combien la condition de minoritaire est grosse de pathologies.)

Quoi qu'il en soit du statut mystérieux de la langue (phénomène qui ne subsiste que grâce aux individus qui la parlent tout en étant en même temps irréductible à chacun d'eux), il reste que si je tiens compte du fait que le français fond comme neige au soleil sur l'ensemble du territoire canadien – 50 % de locuteurs vers 1825, 36 % en 1850, 29 % en 1951, 23 % en 2001, au plus 21 %, annonce-t-on avec détachement, en 2036 – je dois admettre que mon frère est pourvu d'une psychologie, fût-elle docile ou conquise, beau-

coup mieux adaptée à notre situation que la mienne, souffreteuse et têtue. Dans un article polémique publié en 1992 et intitulé « Another View of Endangered Languages », le linguiste Peter Ladefoged tira cette anecdote saisissante de la rencontre d'un homme dont je me dis qu'il était sans doute de la trempe de mon frère : « Last summer I was working on Dahalo, a rapidly dying Cushitic language, spoken by a few hundred people in a rural district of Kenya. I asked one of our consultants whether his teen-aged sons spoke Dahalo. "No", he said. "They can still hear it, but they cannot speak it. They speak only Swahili." He was smiling when he said it, and did not seem to regret it. He was proud that his sons had been to school, and knew things that he did not. Who am I to say that he was wrong? »

7.

On trouve sur la question du destin de la langue française au Québec deux camps qui s'opposent frontalement : les niveau-montistes d'une part, optimistes incorrigibles qui ne ratent jamais une occasion de prétendre que « le niveau monte », que la langue se porte bien, qu'elle suit son cours naturel, que son sort n'a rien d'affolant, que des cohortes d'enfants de la loi 101 se bousculent au portillon pour en saisir le flambeau, que les statistiques doivent être interprétées avec calme et sérénité, bref que tout est sous contrôle et que le Québec sera encore fièrement francophone en 2260. « Dormez sur vos deux oreilles », proclament-ils, « et s'il est vrai que la langue anglaise exerce quelque pression, cela n'a rien d'anormal », ajoutent-ils du ton d'un médecin cherchant à relativiser les douleurs qu'on lui confie. L'autre camp, pour sa part, peut être qualifié d'apocalyptique ou de paranoïde, en ce qu'il ne semble bon qu'à sonner l'alarme linguistique, incapable de formuler autre chose qu'une litanie de griefs : il rassemble une coalition de francophiles nostalgiques, d'anglophobes refoulés et d'unilingues moroses, à laquelle on peut joindre tous ceux qui, à des degrés divers, ressentent la crainte atavique d'une assimilation des francophones d'Amérique. Mon avis, pour tout dire – et je m'inclus évidemment dans ce diagnostic –, est qu'il entre beaucoup plus d'humeurs, de tempéraments et de perceptions sociologiquement déterminées que de science objective dans la genèse de ces deux pôles.

Si on ne peut trancher sur le terrain des faits (que les deux camps savent mobiliser avec adresse et dont l'interprétation – sur une question aussi politiquement chargée – semble de toute façon toujours médiée par nos dispositions affectives), on peut tout de même essayer de déterminer lequel de ces deux groupes favorise *l'attitude la plus prudente* pour l'avenir du français. Ceux qui aiment voir l'avenir en rose ou ceux qui ne peuvent le voir qu'à travers le filtre obscurcissant de leurs attentes déçues ? Ceux qui manifestent une tendance naturelle à trouver des raisons d'espérer, à minimiser les pertes et à se réconcilier avec l'état du monde tel qu'il est, ou ceux qui, au contraire, carburent à l'anticipation du pire et ne retiennent du portrait global que ses aspects les plus inconvenants, en plus de soumettre en permanence le réel à un idéal hors de portée ?

Puisque la psychologie et l'histoire nous enseignent que

la tendance dominante des hommes, leur disposition d'esprit congénitale si j'ose dire, consiste à nier que le pire soit possible jusqu'à ce qu'il se produise effectivement – pensons ici aux fumeurs, aux années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, à tous ceux qui meurent sans testament, à Fukushima, aux pesticides qui achèvent de décimer les abeilles après avoir été présentés comme inoffensifs, etc. –, ceux qui s'alertent exagérément à propos du sort de la langue française me paraissent beaucoup moins inquiétants que ceux qui prennent le parti systématique de nous rassurer.

Dans son livre *Pour un catastrophisme éclairé*, le philosophe et ingénieur Jean-Pierre Dupuy a bien montré que notre incapacité à réagir aux changements climatiques vient de *notre incapacité à croire à ce que nous savons*. Nous sommes incapables de donner une signification émotive réelle aux catastrophes qu'on nous annonce, tant et aussi longtemps que leurs conséquences ne deviennent pas brutalement perceptibles. On les entend, on les lit, on en parle, on en connaît les détails par cœur, on feint parfois de s'en accabler, mais, au final, nous vivons comme si c'était trop gros pour être vrai, comme si tout cela relevait d'une fiction qui ne nous concerne pas, d'où l'insuffisance époustouflante des réformes mises en place jusqu'ici pour empêcher que la simple menace du pire ne se mute en destin inexorable. C'est là un phénomène psychique aussi universel qu'irrésistible : les gens ont besoin de croire qu'ils n'ont pas mis au monde leurs enfants dans un borborygme ou que le futur sera en général meilleur que le passé. Par le fait même, ils préfèrent généralement entrevoir l'avenir sous son jour le plus lénifiant, ce qui confine au mieux au *statu quo*, au pire à l'aveuglement volontaire dans la régression.

Comment donc renverser cette tendance, comment convertir les forces d'inertie en leviers d'action ? Selon Dupuy, il faut s'efforcer de faire *comme si* la catastrophe était *certaine*, il faut « se projeter dans l'après-catastrophe » et « voir rétrospectivement en celle-ci un événement tout à la fois nécessaire et improbable [qui semblait ne pas devoir arriver] ». C'est ce qu'on pourrait appeler *une ruse de la raison catastrophiste* : transformer ce qui nous semble impossible en événement inévitable, de manière à ce que se développe au présent le sentiment d'urgence nécessaire à l'ajournement de ce futur inacceptable (dans le domaine militaro-nucléaire, la doctrine de la destruction mutuelle assurée fournit un parfait exemple du schéma d'action qui est en jeu : c'est justement parce que tous les acteurs croient l'apocalypse assurée que personne ne prend le risque de la moindre attaque ; il suffirait qu'un seul doute de l'apocalypse, qu'il la juge évitable, pour que le désastre ait toutes les chances d'avoir lieu). Il s'agit, pour reprendre cette fois une formule de Hans Jonas, de pratiquer le « remords anticipateur », c'est-à-dire d'affronter la culpabilité qui nous incomberait de n'avoir rien fait si le pire venait à s'accomplir, de telle sorte que surgisse ici et maintenant la motivation d'agir pour se libérer du poids de cette mauvaise conscience préventive. Citons encore Jonas, qui étaye la légitimité du catastrophisme : « La prophétie de malheur est faite pour éviter qu'elle ne se réalise ; et se gausser ultérieurement d'éventuels sonneurs d'alarme en leur

rappelant que le pire ne s'est pas réalisé serait le comble de l'injustice : il se peut que leur impair soit leur mérite. »

Or c'est précisément en ce sens que les paranoïaques de la langue me semblent faire œuvre utile, beaucoup plus que les apôtres de la dédramatisation qui flattent complaisamment le désir humain de croire que tout va bien. Peu importe, me dis-je, qu'ils soient fous si leur folie peut servir malgré tout la langue française, ne serait-ce qu'en la rappelant sans cesse à nous tous comme un objet précieux et digne d'attention. Qu'ils focalisent à l'occasion sur des périls imaginaires ne les empêche pas de nous épargner aussi de réels dangers. C'est après tout en visant le haut d'une cible qu'on parvient le plus souvent à en atteindre le centre. La langue française est trop fragile, trop improbable, trop démographiquement contre-nature en Amérique pour que l'on ne pratique pas à son endroit une forme minimale de catastrophisme linguistique éclairé. Il faut faire chaque jour *comme si* elle était à la veille de disparaître, de se désagréger, de s'engourdir. Il faut faire *comme si* la transition linguistique vers l'anglais était déjà à l'œuvre, quelque part dans les interstices de notre fatigue, s'infiltrant dans « cette sournoise tentation de la mort » (Jean Bouthilllette) qui jalonne notre trajectoire historique. C'est grâce à ce genre de fiction collective, d'exagération consentie, que l'on évitera de finir comme cette pauvre grenouille qui, ayant pris conscience trop tard que l'eau se réchauffait tout doucement autour d'elle, devient paralysée et incapable de bondir hors de l'eau bouillante qui va la tuer. Pour peu, bien sûr, que le français conserve à nos yeux quelque dimension sacrée – ce qui, je le concède, est loin d'aller de soi –, il y aurait une immense tristesse à ce que nos descendants se racontent un jour notre histoire dans une autre langue que la nôtre. Je dis cela, tout en ne pouvant m'empêcher d'entendre au loin mon frère me répondre, avec cette lucidité implacable qui m'oblige à reconnaître que le seul véritable fondement de ma position est la foi, c'est-à-dire un irrépressible et inexplicable désir de fidélité : « Mais quelle tristesse au juste, puisque nous serons morts !? » Oui, mon frère, nous serons morts. ■

1. Traduction libre : « L'été dernier, je faisais des recherches sur le dahalo, une langue couchitique qui est parlée seulement par quelques centaines de personnes dans une région rurale du Kenya et qui s'éteint rapidement. J'ai demandé à un de nos consultants si ses fils adolescents parlaient le dahalo. "Non, a-t-il répondu. Ils peuvent encore le comprendre, mais ils ne peuvent pas le parler. Ils ne parlent que le swahili." Il souriait en disant cela, et il ne semblait pas le regretter. Il était fier que ses fils aillent à l'école et qu'ils connaissent des choses que lui ignorait. Qui suis-je pour dire qu'il avait tort ? »

Découvrez les auteurs de L'INCONVÉNIENT

